

Vu l'arrêté n° 328 DRCL du 27 mars 1995 portant promulgation du décret n° 95-323 du 22 mars 1995 ;

Vu l'arrêté n° 773 DRCL du 20 juillet 1995 portant attribution d'indemnités aux commissaires enquêteurs assurant les fonctions prévues au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique par les procédures d'enquêtes préalables de droit commun et parcellaires ;

Vu l'avis n° 1456 PR/MLD du 21 mars 2000 du Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Sont susceptibles d'être choisis, pour exercer les fonctions de commissaire enquêteur ou membres de la commission d'enquête prévus par l'article R. 11-5 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les personnes dont les noms suivent :

- M. Cantois Lionel, retraité de la marine ;
- M. Caron Michel, retraité de gendarmerie, adjudant-chef ;
- M. Ellacott Alvane, retraité du service du cadastre ;
- M. Le Bronnec Robert, retraité de la marine ;
- M. Maison Jean-Claude, retraité de gendarmerie ;
- M. Moreau Jean-Pierre, retraité de la marine ;
- M. Porcheron Daniel, retraité de gendarmerie ;
- M. Rivoal Jean-Claude, militaire de carrière en disponibilité ;
- M. Salmon André, retraité de la Banque de l'Indochine et de Suez ;
- M. Simon Julien, retraité de la police nationale ;
- M. Siu Ken Khi, dit Bernard, retraité du service des domaines ;
- M. Trafton James, retraité du service des domaines et de l'enregistrement.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2000.

Pour le haut-commissaire,
par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

ARRETE n° 91 DAF/PERS du 27 mars 2000 désignant M. Christian Massinon, secrétaire général de la Polynésie française, pour assurer les fonctions de chef de la subdivision administrative des îles Marquises par intérim.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi n° 96-624 du 15 juillet 1996 ;

Vu la loi n° 96-313 du 12 avril 1996 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu le décret modifié n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer, à déléguer leur signature ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 72-408 du 17 mai 1972 portant création des subdivisions administratives dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application des lois n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française ;

Vu le décret du 9 octobre 1997 portant nomination de M. Jean Aribaud, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le décret du 27 octobre 1999 portant nomination de M. Christian Massinon, secrétaire général de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 41 DAF/PERS du 1er février 1996 portant changement d'affectation de M. Jean-François Richard, secrétaire administratif de classe normale du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, en qualité d'adjoint administratif au chef de la subdivision administrative des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 3125 DAPAF/AAF/BPFPOM du 19 novembre 1996 portant nomination de M. Bernard Lesterlin, chef de la subdivision administrative des îles Marquises de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 452 DAF/PERS du 25 novembre 1996 constatant l'arrivée de M. Bernard Lesterlin, administrateur civil de 1re classe, chef de la subdivision administrative des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 408 DAF/PERS du 5 novembre 1997 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Jean Aribaud, préfet, nommé haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 16 DAF/PERS du 1er février 1999 portant affectation de M. Fabrice Fossey, chef de section des travaux publics de l'Etat, en qualité d'adjoint technique au chef de la subdivision administrative des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 347 DAF/PERS du 2 décembre 1999 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 354 DAF/PERS du 10 décembre 1999 constatant l'arrivée en Polynésie française de M. Christian Massinon, administrateur civil hors classe, nommé secrétaire général de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 87 DAF/PERS du 23 mars 2000 accordant un congé administratif à M. Bernard Lesterlin, chef de la subdivision administrative des îles Marquises ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Christian Massinon, chargé d'exercer les fonctions de chef de la subdivision administrative par intérim des îles Marquises, pour assurer à compter du 27 mars 2000 jusqu'à la nomination d'un chef de subdivision administrative des îles Marquises, sous la direction du haut-commissaire, l'administration de la subdivision en ce qui concerne les matières suivantes :

1. Contrôle administratif des communes

Prendre les actes en application des dispositions de l'article 22 du décret n° 90-918 du 13 novembre 1980 susvisé, sauf pour les matières prévues aux articles suivants du code des communes (tel qu'il a été rendu applicable en Polynésie française) et qui demeurent soumis à la signature du haut-commissaire :

| | | | |
|----------------------|-----------------------|----------------------|-----------|
| L. 112-2 à L. 112-19 | L. 121-4 | L. 121-5L | L. 121-21 |
| L. 121-22 | L. 121-38 (5e alinéa) | L. 122-10 | L. 122-15 |
| L. 122-18 | L. 123-4 | L. 153-8 | L. 163-1 |
| L. 163-18 | L. 164-1 | L. 164-2 | L. 166-2 |
| L. 166-5 | L. 211-3 | L. 233-1 à L. 233-73 | L. 315-2 |
| L. 381-1 | L. 381-4 | L. 381-8 | |

2. Attribution de subventions de l'Etat imputées sur le F.A.D.I.P.

Prendre les arrêtés portant attribution des subventions de l'Etat imputables sur les ressources du Fonds d'aménagement et de développement des îles de la Polynésie française (F.A.D.I.P.) au titre :

- de la dotation des chefs de subdivision ;
- des aides à la revitalisation des archipels ;
- des aides au retour dans les îles ;
- des liquidations comptables (états liquidatifs) afférentes au règlement des primes de coprah.

3. Administration des services de la subdivision

- signer les congés annuels et les ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas dix jours des fonctionnaires et agents placés sous son autorité ;
- engager et liquider les opérations de dépenses imputées sur les crédits de fonctionnement déconcentrés de la subdivision, relatives à la gestion administrative de la subdivision, à l'entretien de la résidence et aux frais de représentation.

4. Les cartes nationales d'identité

5. Les passeports

Délivrés aux ressortissants français résidant dans l'archipel des îles Marquises.

6. Les chantiers de développement

Prendre tous actes et pièces justificatives d'ordonnement relatives à la gestion des chantiers de développement financés par le budget de l'Etat.

7. Les fonds de secours aux victimes de cyclones et catastrophes naturelles

Signer dans le cadre de la mise en œuvre des secours délégués par l'Etat au profit des sinistrés des cyclones et catastrophes naturelles :

- les correspondances et actes courants ;
- toutes décisions attributives de secours et actes relatifs à leur exécution.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian Massinon, chef de la subdivision administrative par intérim des îles Marquises, la délégation de signature détaillée à l'article 1er sera exercée concurremment par M. Jean-François Richard, adjoint administratif au chef de la subdivision administrative des îles Marquises, et par M. Fabrice Fossey, adjoint technique au chef de la subdivision, à l'exclusion :

- des matières nommées aux paragraphes 1, 2 et 7 ;
- des arrêtés, des décisions et des correspondances adressées aux élus, aux administrations centrales ou aux différentes instances territoriales autres que les bordereaux d'envoi de pièces administratives.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le chef de la subdivision administrative des îles Marquises, l'adjoint administratif au chef de la subdivision et l'adjoint technique au chef de la subdivision sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2000.

Jean ARIBAUD.

Par arrêté n° 76 CAB/DPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 3 mars 2000.— Sont admis à l'examen du certificat de formation aux activités de premiers secours en équipe, qui s'est déroulé le 25 février 2000 au centre de secours de Tumaraa (Raïatea), les candidats dont les noms suivent :

MM. Holman Arnold ; Holman Jerry ; Mlle Holman Marianne ; MM. Pothier Teva ; Tahimanarii Robert ; Mlle Tarati Nadia Moeata ; MM. Tehevini Isaac ; Témauri Iotefa ; Tsióng-Tsióng Thierry.

Par arrêté n° 97 CAB du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 17 mars 2000.— L'arrêté n° 9 CAB du 19 janvier 2000, portant attribution de la médaille d'honneur du Travail au titre de la promotion du 1er janvier 2000, est modifié et complété comme suit :

Dans l'article 1er, n° 18 :

Au lieu de : "M. Teahu Théodore, employé de la S.A. Tikichimic" ;

Lire : "M. Teahu Théodore, employé de l'Institut d'émission d'outre-mer".

Le reste sans changement.

Par arrêté n° 104 MASC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 20 mars 2000.— L'arrêté n° 667 BPR du 5 juillet 1989 portant composition de la commission territoriale du Fonds national pour le développement du sport est modifié comme suit :

Au paragraphe : "Membres représentant l'administration"

Lire : "deux cadres d'Etat de la jeunesse et des sports dont au moins un inspecteur" ;